protégées sur d'anciens marchés ou lorsque la dépression vient limiter la demande des principales exportations canadiennes, la puissance de production devient excessive et la quote-part du Canada dans cet excès de productivité est inévitablement beaucoup plus grande que de raison.

La situation diffère quelque peu cependant en ce qui concerne les principales denrées d'importation. Bien que considérables, les importations canadiennes de matières premières essentielles à l'industrie (telles que la houille, le pétrole et le fer), en regard de la consommation domestique et même du commerce global de ces produits dans le monde entier, ne représentent qu'une très faible proportion de la production totale et aussi de la consommation domestique dans les principaux pays producteurs. Un fléchissement de la demande au Canada a son importance, mais l'effet sur les cours n'est pas de nature à entraîner la même chute verticale qu'un fléchissement de la demande étrangère des principales denrées canadiennes.

La plus forte partie du commerce canadien se fait avec les Etats-Unis et le Royaume-Uni. C'est une conséquence naturelle de la distribution des ressources et de l'organisation économique dans chacun de ces pays et au Canada et qui s'accroît par l'abandon de fait, chez la majorité des autres nations, des anciennes méthodes du commerce international. La position géographique du Canada et ses relations spéciales avec chacun de ces pays lui assurent certains avantages et certains principes de force, mais lui imposent en même temps des responsabilités. Le commerce du Canada avec les Etats-Unis et le Royaume-Uni revêt pour le Canada une importance bien plus grande que n'en revêt pour ces pays leur commerce avec nous. En 1946, le Canada exporte, per capita, environ \$50 au Royaume-Uni et aux Etats-Unis, \$70, comparativement à des importations canadiennes de ces pays de \$3 et \$10 per capita. Le commerce canadien avec le Royaume-Uni représente 16 p. 100 de notre commerce global, tandis que pour le Royaume-Uni la proportion n'est que de 8 p. 100. Notre commerce avec les Etats-Unis absorbe 55 p. 100 de notre commerce global, tandis que le commerce de ce dernier pays avec le Canada ne représente que 15 p. 100 de son commerce global. Il suffit que l'un de ces deux importants pays modifie sa politique commerciale, ou encore que le jeu des cours réagisse sur les conditions du commerce, pour que les répercussions se révèlent bien plus profondes pour le Canada que pour le Royaume-Uni ou les Etats-Unis. Parce que plus vulnérable et plus spécialisé, le Canada voit parfois atteinte sa puissance de traiter, et il en souffre lorsqu'il s'agit de doubler certains caps défavorables ou d'obtenir des concessions plus avantageuses.

Au danger d'attitudes directement défavorables résultant de facteurs qui, tout étrangers qu'ils soient aux conditions canadiennes, n'en portent pas moins parfois de très rudes coups à notre commerce, viennent s'ajouter cependant des alternances inévitables dans les conditions de commerce. Le commerce canadien avec le Royaume-Uni et les Etats-Unis est d'ordre complémentaire. C'est un exemple classique de l'application d'une division internationale absolument rationnelle du travail. Les céréales du Canada nourrissent l'Angleterre pendant que les textiles anglais vêtent les Canadiens; les produits de nos forêts et de nos mines, transformés au moyen de l'électricité, alimentent les industries américaines pendant que la houille et le fer des Etats-Unis outillent nos usines. Mais dans tout échange de cette nature peuvent se présenter, et il faut s'y attendre, de profondes variations dans les cours des différentes catégories de produits. Ainsi, le Canada peut, à tout instant, s'attendre que les cours des articles qu'il exporte fléchiront plus rapidement ou monteront moins vite que ceux des produits qu'il importe; parfois c'est le contraire. Aux mauvaises heures, le Canada constate qu'à l'épreuve